

À propos du « récit national » :

Républicanisme, gauchisme, marxisme

P. Morsu

Le propre de la bourgeoisie est d'exécrer le jacobinisme. Le propre de la petite bourgeoisie est de le craindre. Les ouvriers et les travailleurs conscients croient au passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, opprimée, car c'est là le fond du jacobinisme, la seule issue à la crise, la seule façon d'en finir avec le marasme et la guerre. (Lénine, 1917)

L'anticapitaliste (revue) n°81 a publié récemment un texte de L. Ripart, relatif au « récit national ». L'initiative est bienvenue, dans un contexte où le chauvinisme franchouillard se déploie en miroir de l'obscurantisme islamoïde. On trouvera dans ce texte une incontestable richesse documentaire. Malheureusement, ce savoir est mis au service d'une orientation peu défendable pour un marxiste. D'où cette contribution.

« La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire » (Marx)

L'un des objectifs du texte est de pourfendre la « gauche républicaine »

« Notre histoire n'est pas donc celle de cette nation abstraite dont la droite sarkozyste ou la gauche républicaine dressent un portrait mythifié (...) ».

Malheureusement, ce concept de « gauche républicaine » mériterait une définition plus précise. Car sous cette dénomination, on trouve effectivement d'authentiques chauvins - dans la tradition de JP Chevènement et de son courant. On y trouve aussi divers regroupements incontestablement extérieurs au mouvement ouvrier, p. ex. les francs-maçons. Et c'est un fait que ces courants ne sont pas avares de pitreries « tricolores ».

Mais historiquement, le mouvement ouvrier, lui, en tout cas jusqu'aux innovations en cours au NPA, a toujours aussi été « républicain » dans une certaine mesure (on reviendra sur cette mesure) :

« Camille Desmoulins, Danton, Robespierre, Saint-Just, Napoléon, les héros, de même que les partis et la masse de la première Révolution française, accomplirent (...) la tâche de leur époque, à savoir l'éclosion et l'instauration de la société bourgeoise moderne. Si les premiers brisèrent en morceaux les institutions féodales et coupèrent les têtes féodales, qui avaient poussé sur ces institutions, Napoléon, lui, créa, à l'intérieur de la France, les conditions grâce auxquelles on pouvait désormais développer la libre concurrence, exploiter la propriété parcellaire du sol et utiliser les forces productives industrielles libérées de la nation, tandis qu'à l'extérieur, il balaya partout les institutions féodales dans la mesure où cela était nécessaire pour créer à la société bourgeoise en France l'entourage dont elle avait besoin sur le continent européen »¹

En s'en prenant ainsi au « républicanisme », *l'Anticapitaliste* s'en prend en fait à un des éléments constitutifs du mouvement ouvrier.

Ce n'est pas rien.

1789 et nous

À propos de la Révolution française, D. Bensaid écrivait les choses suivantes :

« Au fil des ans, elle s'embourgeoise, s'étatise, se bureaucratise, jusqu'à son institutionnalisation sous la III^e République. La République, c'est ce qui reste quand on a retranché la révolution, enlevé le haut (la souveraineté populaire) et le bas (l'audace révolutionnaire) »²

L'Anticapitaliste va plus loin dans le même sens :

« Sur la question de l'histoire nationale, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, la Révolution apporta de profondes transformations plus qu'une véritable rupture ».

On pourrait longuement ergoter pour savoir où est la « profonde transformation » et où est la rupture. Notons simplement que là, *L'Anticapitaliste* s'oppose frontalement au marxisme, au mot près :

« La Révolution française opéra une rupture complète avec les traditions du passé, elle balaya les derniers vestiges du féodalisme (...) »³

Républicanisme

L'article en question se situe dans un contexte. On sait qu'une partie du mouvement ouvrier est tentée par l'accommodement avec des courants du type « indigènes », CCIF, etc., violemment hostiles à la laïcité dans laquelle elles ne voient que « racisme d'État » (!). Or laïcité et régime républicain « à la française » sont inséparables. On comprendra donc la nécessité dans laquelle se trouvent nos islamo-gauchistes de cogner sur le régime républicain. Pour Ph. Marlière, habituel contributeur de la très islamo-gauchiste revue *Contretemps*, « *la République est un consensus mou* » :

« De manière générale, lorsque vous étudiez l'histoire du républicanisme et de la laïcité française, vous vous rendez compte que ces deux notions n'ont jamais été exclusivement associées à la gauche, et encore moins au mouvement ouvrier. Je dis par là même que la République, surtout après 1875, n'est certainement pas synonyme de gauche radicale ou de socialisme. Il y a en réalité très peu de moments républicains de gauche. La République a essentiellement été « bourgeoise » ou conservatrice en France. »⁴

En fait, la stabilisation du régime républicain en France fut menée à bien, en tout cas finalisée, par le parti radical, le parti de la gauche bourgeoise, central dans la vie politique de 1875 à 1958. Et c'est un fait que l'installation de la III^e République se fit avec le soutien des socialistes d'alors – réformistes comme révolutionnaires.

Autre exemple. Confronté à la tentative de restauration monarchiste de Mac-Mahon, Marx écrivait à Sorge qu'

« il faut espérer que la république bourgeoise sera victorieuse sinon l'ancien jeu reprendra à zéro »⁵.

Et Engels justifia cette opinion quelques mois plus tard :

« le maintien du gouvernement républicain existant lui offrirait au moins la perspective d'obtenir un niveau de liberté publique et individuelle tel qu'il lui permette de mettre sur pied une presse ouvrière, une agitation fondée sur des réunions et une organisation comme parti politique indépendant »⁶.

D'où :

« Ce fut donc une nouvelle preuve du haut niveau de l'intelligence politique instinctive de la classe ouvrière française (...) les ouvriers, comme un seul homme, firent du maintien de la République leur tâche immédiate la plus importante ».

La III^e République était certes bourgeoise, colonialiste, et ne réglait en rien la question sociale. Il n'en demeure pas moins que l'établissement d'une certaine démocratie politique constitua une avancée indéniable, qu'évidemment les militants ouvriers reconnaissaient comme telle.

Marx ou Marlière, il faut choisir !

La question de la Nation

La question de la nationalité est bien sur un élément central de cette discussion. L'*anticapitaliste* distingue à juste titre deux conceptions antagoniques :

« La première serait celle de l'ancienne France, historiquement portée par l'extrême droite, qui conçoit la nation comme une communauté charnelle. La seconde serait celle de la France révolutionnaire qui définirait la nation comme une communauté politique, fondée selon le philosophe et militant du PG, Henri Peña-Ruiz, sur le triptyque « Liberté, Égalité, Fraternité », seule source de ce nouveau contrat social.

Cette conception a une évidente part de vérité, dans la mesure où la gauche républicaine est effectivement porteuse d'une conception de la nation qui diffère profondément des perceptions ethniques ou religieuses qui sont à la source du nationalisme d'extrême droite. Pour autant, elle a aussi d'évidentes limites, dans la mesure où elle surestime la coupure entre l'Ancien Régime et la Révolution ».

(On a vu plus haut ce qu'il en est concernant la fameuse « surestimation » de 1789).

En tout cas, la première conception, ethniciste, est celle que porte la Droite la plus radicale - p. ex. Sarkozy ou désormais Fillon. C'est elle qui mène à la remise en cause de l'acquis démocratique que représente le droit du sol, à la réaffirmation de « *l'identité chrétienne de la France* », etc.

Le mouvement ouvrier, traditionnellement, se range derrière la seconde, celle dans laquelle l'auteur voit « *une part de vérité* ». Une part seulement...

Le choix de pointer Peña-Ruiz, membre du PG, n'a d'ailleurs rien de fortuit. Dans un contexte où, JL. Mélenchon est régulièrement dénoncé par la direction du NPA, c'est indiquer aux militants, combien ces conceptions sont à prendre avec des pincettes^a.

En fait, la conception de la Nation comme communauté *politique* et non *ethnique* n'a rien de spécifique à Peña-Ruiz. Elle a émergé chez les philosophes des Lumières. Rousseau définissait la citoyenneté comme

« le pacte social établit entre les citoyens une telle égalité, qu'ils s'engagent tous sous les mêmes conditions et doivent jouir tous des mêmes droits »⁷

Comme l'écrivait l'historien britannique E. Hobsbawm :

« (...) pour les nationalistes la création des entités politiques qui comporteraient cette assimilation découlerait de la préexistence de quelque communauté se distinguant des étrangers (nos fameux « gaulois » - NR), alors que du point de vue démocratique révolutionnaire, le concept central était le peuple souverain des citoyens (...) »⁸

On pourrait aussi citer l'historien de l'immigration G. Noiriel, qui définit la Nation dans les termes suivants :

« C'est un regroupement d'individus parmi d'autres, dont la spécificité tient au fait qu'il réunit des personnes qui luttent pour conquérir ou pour défendre leur liberté politique. Cette liberté, c'est ce qu'on appelle la souveraineté »⁹

La conception de la nation comme communauté politique est quasi-universellement défendue à gauche, la constitution d'États nationaux durant le XIX^e siècle vue comme un incontestable pas en avant de l'Histoire. D'où le mot d'ordre de « *défense de la République* », que porta tout le mouvement socialiste jusqu'au début du XX^e siècle face aux menées de la réaction cléricalo-monarchiste.

À propos du communautarisme

La Nation est donc pour les progressistes une communauté politique. Dans cette conception, une stricte égalité politique (et non sociale...) entre ses membres est nécessaire. L'égalité devient donc un concept-clé, d'où le fameux principe selon lequel « *la République ne reconnaît aucune communauté* », le refus de toute différenciation de la citoyenneté (par exemple des tribunaux religieux pour les affaires familiales - on n'en est pas loin en Grande-Bretagne).

D'où ce qu'expliquait Clermont-Tonnerre :

« Il faut tout refuser aux Juifs comme nation ; il faut tout leur accorder comme individus ; il faut qu'ils soient citoyens »

lors du débat parlementaire relatif à l'émancipation des juifs à la Constituante (23.XII.1789).

a En fait le livre de Peña-Ruiz (« *Qu'est-ce que la laïcité ?* ») est important. Sa lecture est recommandée, particulièrement dans un parti où l'hostilité traditionnelle du mouvement ouvrier aux bigots est remise en cause (c'est la fonction du mot d'ordre de « *lutte contre l'islamophobie* », qui dévie l'indispensable combat à mener contre la xénophobie sur le terrain religieux).

Là encore ces conceptions sont profondément progressistes. Elles tendent à *unir* les travailleurs et non à les diviser selon un axe ethnique ou religieux, ainsi que le prônent les défenseurs divers du « multiculturalisme ».

Exemple typique de cette politique de division « multiculturaliste » : la pseudo revendication de salles de prières dans les entreprises (pourquoi pas des synagogues, tant qu'on y est ?), qui n'est pas sans rappeler la vieille demande cléricalo-patronale d'implanter des aumôneries dans les usines.

L'École républicaine

« Depuis leur révolution, les français ont énormément insisté sur l'uniformité linguistique, et c'était à l'époque tout à fait exceptionnel »¹⁰

La maîtrise de la langue, c'est la condition de la participation à la communauté politique dont il est question ci-dessus (la Nation). Or selon G. Noiriel, à l'époque de la révolution, 80 % des habitants du royaume ne parlaient pas le français. On ne s'étonnera donc pas que le décret du 2 thermidor An II impose le français comme seule langue de l'administration dans un contexte où les révolutionnaires font pression pour imposer le français et s'opposer aux langues régionales.

Dans ce contexte, quelques décennies plus tard, l'École républicaine eut la lourde tâche d'assurer la pénétration des valeurs républicaines, ce qui passait par l'apprentissage de la langue. La bataille fut féroce, village après village. S'adressant aux instituteurs de se circonscription, en 1887, un inspecteur leur rappelait leurs devoirs en ces termes :

« Je n'admets pas qu'un instituteur ne soit pas républicain. Il ne vous est pas demandé de crier sur les toits : « je suis républicain ». Il ne vous est pas demandé non plus de parler politique dans toutes vos conversations ; mais si devant vous on attaquait l'idée républicaine, il faudrait avoir le courage de la défendre »¹¹.

Un autre auteur islamo-gauchiste ayant droit aux honneurs de *L'Anticapitaliste*, S. Kouvelakis, ne voit dans tout ceci que réaffirmation d'un « *ordre néo républicain* »¹². Il se trompe lourdement. Ce qui est en cause, c'est la mission émancipatrice, républicaine et laïque de l'École publique.

Contrairement à ce que défend un certain gauchisme, donc, permettre à tous les citoyens de communiquer entre eux ne relevait pas de l'oppression bourgeoise vis-à-vis de peuples opprimés (bretons ou maghrébins) mais de la construction, du renforcement du régime républicain, et de l'unité de classe du prolétariat.

Malheureusement, on est en droit de douter de la fermeté de *L'Anticapitaliste* pour soutenir cette tradition politique « jacobine » lorsqu'on lit ce qui suit :

« Cette logique (chauvine - NdR) devait aboutir à la grande boucherie de la Première Guerre mondiale, qui fut en grande partie préparée par l'histoire nationale, comme ce fut le cas en France où les écoles de la III^e République avaient soigneusement préparé la population à combattre l'Allemagne, en leur offrant le modèle de leurs ancêtres Gaulois affrontant les Teutons »^a.

a Soit dit en passant, l'affaire des gaulois n'était à cette époque qu'une tentative républicaine pour renforcer le nouveau régime sur le plan idéologique. C'est effectivement discutable, mais il faut rappeler que depuis un siècle la science historique a progressé, et que le problème (incontestable)

Impérialisme et république

Autre aspect critiquable de l'article de *l'Anticapitaliste* (mais aussi des travaux de Bensaïd, Fr. Sabado, etc.) : son incapacité à distinguer nettement les deux époques du capitalisme - capitalisme ascendant et impérialisme. L'Histoire du capitalisme y est présentée de façon linéaire de la III^e République à nos jours, ce qui interdit de comprendre le changement de stratégie des marxistes à l'époque impérialiste.

L'impérialisme (qui émerge donc au tournant du XX^e siècle) est l'époque où l'antagonisme entre rapports de production et croissance des forces productives devient une entrave à la croissance des forces productives¹³. La contradiction est à vif, la poursuite du progrès passe nécessairement par la rupture avec l'économie de profit, le capitalisme.

Et l'une des conséquences majeure de cette contradiction, c'est l'incapacité du capitalisme à dépasser le stade des États-nations, d'aller vers des entités supérieures, telles que des États-Unis d'Europe.

C'est d'autant plus évident que depuis les années 80 a émergé la « mondialisation » capitaliste, c'est-à-dire qu'est apparu un marché mondial pleinement intégré qui se heurte à chaque instant à la persistance de frontières nationales.

Nécessairement, ce changement d'époque historique implique un changement stratégique du mouvement ouvrier.

Deux stratégies

Même si

« à aucun moment, il (le parti communiste) ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat »¹⁴

Le fait est que Marx envisageait la politique révolutionnaire sous l'angle d'un bloc de la bourgeoisie libérale et du mouvement ouvrier naissant :

« En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie ».

Encore plus nettement, son « adresse » de 1850 aux communistes allemands les appelle à « forcer les démocrates à intervenir », « pousser à l'extrême les propositions des démocrates »...

De ce point de vue, 1848 représente une date-clé, mais encore faut-il dire pourquoi. À ce propos, D. Bensaïd écrivait : « Depuis juin 1848, la République sans adjectif ne suffit plus ». Eh bien si !

1848 marque l'émergence du mouvement ouvrier comme sujet autonome. Mais croire qu'à partir de 1848, la république sociale était à l'ordre du jour était une erreur. Ne serait-ce que parce que le poids social du prolétariat industriel dans un pays essentiellement rural interdisait de penser à une victoire ouvrière. Même la Commune est une anticipation. En 1871, pour les mêmes raisons, le prolétariat parisien n'avait pas les

n'en est devenu un qu'avec le développement de l'immigration à la fin du XX^e siècle.

moyen de vaincre. Au XIX^e siècle, la république sociale, la dictature du prolétariat n'était encore qu'une perspective.

Et en ce qui concerne la France de la III^e République, « *république tout court* » par excellence, si les marxistes se prononcent contre la participation au gouvernement (affaire Millerand), personne ne s'oppose (et surtout pas Engels) à un bloc circonstanciel avec les radicaux de Clémenceau. Exemple : la loi de séparation de l'Église et de l'État, votée en 1905, tant par les radicaux que les socialistes.

L'époque « *des guerres et des révolutions* », selon la formule fameuse de Lénine, ne s'ouvre que 40 ans plus tard, en 1917. La révolution russe, produit de la guerre impérialiste, ouvre une époque, où la question de la prise du pouvoir devient une question immédiate, et plus seulement une perspective historique. D'où l'expression d'« *époque de la révolution socialiste internationale* » aussi utilisée par Lénine.

Internationalisme

Nécessairement, le changement d'époque dont il est question ci-dessus impliquait donc un changement radical de stratégie politique. L'heure devient donc celle du combat ouvert contre la bourgeoisie, pour le gouvernement ouvrier dans chaque pays.

Certes dans une série de cas, la question nationale garde son importance (Irlande, pays dominés...). Il n'en demeure pas moins que d'une façon générale, les États nationaux existent et se concurrencent (d'où les deux guerres mondiales).

« *L'action commune internationale* » envisagée par Engels devient à l'ordre du jour, ce qui signifie aussi la fin de la coopération (conflictuelle) qui perdurait (en tout cas en France) entre bourgeoisie républicaine et mouvement ouvrier.

« Pour le prolétariat européen, il ne s'agit pas de défendre la «Patrie» nationaliste qui est le principal frein au progrès économique. Il s'agit de créer une patrie bien plus grande : les Républiques des États-Unis d'Europe, première étape sur la voie qui doit mener aux États-Unis du Monde. »¹⁵
(Trotsky : le programme de la Paix, 1914).

Ces lignes sont d'autant plus d'actualité de nos jours, à l'heure de la mondialisation capitaliste, qui fournit d'une certaine façon la base matérielle du dépassement du stade national.

Dans ces conditions, le vieux mot d'ordre de « *défense de la République* », parfaitement justifié à l'époque du capitalisme ascendant, devient celui de la préservation de l'ordre capitaliste. Ainsi sera-t-il utilisé à fond par les directions du PCF et de la SFIO pour contenir le mouvement des masses en 1936. Et le clivage entre réformistes et révolutionnaires se concrétise par la défense d'une alliance exclusive des organisations ouvrières (le Front Unique) ou la subordination de celles-ci au vieux parti radical (ce qui est l'essence de la politique de Front Populaire). À l'heure de l'impérialisme, le mouvement ouvrier révolutionnaire ne peut être partie prenante d'un quelconque camp « républicain ».

Défendre les acquis

À l'époque impérialiste, la politique de bloc républicain devient donc obsolète.

Mais ceci ne signifie évidemment pas qu'on soit indifférent à un retour en arrière. Ainsi l'unité nationale est un acquis et le retour au communautarisme, au provincialisme (p. ex. sous la forme de « l'Europe des régions » et sa déclinaison française - régionalisation/décentralisation) serait un immense recul social (ne serait-ce qu'à cause de la disparition de nos acquis nationaux - statuts, services publics, etc.).

Là encore, un retour à Marx n'a rien d'inutile :

« (...) les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore essayer de réaliser, dans cette république, la centralisation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'État. Ils ne doivent pas se laisser induire en erreur par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, de l'autonomie administrative, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître de si nombreux vestiges du moyen âge et à briser tant de particularisme local et provincial, on ne saurait en aucune circonstance tolérer que chaque village, chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire, dont toute la puissance ne peut émaner que du centre. On ne saurait tolérer que se renouvelle l'état de choses actuel qui fait que les Allemands sont obligés, pour un seul et même progrès, de livrer une bataille particulière dans chaque ville, dans chaque province »¹⁶.

On est loin, très loin, de l'exaltation du nationalisme breton, etc. qu'affectionne tant l'Anticapitaliste !

En guise de conclusion

Il existe dans ce qui reste du NPA tout un courant pour qui l'hostilité des réactionnaires de tout poil à l'Islam suffit à rendre les défenseurs de cette religion (effectivement moyenâgeuse^a) sympathique. Ce campisme naïf se conjugue généralement à une remise en cause du « jacobinisme » traditionnel du mouvement communiste.

Incontestablement, l'article de L. Ripart accompagne ce courant. Relativiser les acquis « républicains », leur importance, c'est encourager le communautarisme islamo-gauchiste. Il est vrai que dans une organisation où les questions théoriques sont traitées avec une telle légèreté, c'est extrêmement facile.

Au-delà de sa fausseté sur ces aspects, le problème de ce genre de texte, c'est qu'il isole un peu plus ce qui reste du NPA - les travailleurs français sont viscéralement attachés aux acquis de ce type, et même ceux venant du Maghreb vomissent littéralement les pratiques moyenâgeuses voire ouvertement racistes de ces courants. C'est évidemment encore plus le cas depuis les crimes barbares de Charlie-Hebdo, du Bataclan, etc.

En ce sens, la publication d'un article tel que celui-ci et ce qu'il accompagne augurent mal, très mal, de l'avenir du NPA.

P.Morsu
30.XI.2016

a Le philosophe Y. Quiniou (*Pour une approche critique de l'islam*) a amplement démontré le caractère obscurantiste, totalitaire, de cette religion.

- 1 K. Marx : *Le XVIII brumaire de Louis Bonaparte* (1852).
- 2 D. Bensaïd : *La révolution française refoulée* (2005).
- 3 F. Engels : *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880).
- 4 Ph. Marlière : *La république est un consensus mou* (revue Ballast, juin 2015).
- 5 K. Marx : *Lettre à Sorge* - 27.IX.1877.
- 6 F. Engels : *les travailleurs européens en 1877*.
- 7 J.J. Rousseau : *Le contrat social* (1780)
- 8 E. Hobsbawn : *Nations et nationalisme depuis 1780*.
- 9 G. Noiriel : « *Qu'est-ce qu'une nation ?* ».
- 10 E. Hobsbawn : *op. cit.*
- 11 J. Ozouf, « *Nous les maitres d'école* ».
- 12 S. Kouvelakis : « *Je plaide donc coupable...* ». *Contre l'ordre néo-républicain, pour l'universalisme révolutionnaire*. (juin 2016).
- 13 Lénine : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.
- 14 K. Marx : *Manifeste du parti communiste* (1848).
- 15 Trotsky : *le programme de la Paix*, 1914
- 16 Marx : *Adresse à la Ligue des communistes*, 1850.

Le « récit national » : une histoire réactionnaire au service des dominants

PAR LAURENT RIPART

François Fillon ayant voulu se présenter comme le champion d'une droite qui veut « réécrire les programmes d'Histoire avec l'idée de les concevoir comme un récit national », Nicolas Sarkozy a aussitôt fait un pas de plus, en assurant que « dès que vous devenez Français, vos ancêtres sont Gaulois ». L'identité nationale a ainsi fait son grand retour dans le débat politique, non sans recevoir les encouragements de Jean-Luc Mélenchon qui a cru nécessaire d'en rajouter une couche, en affirmant qu'« à partir du moment où l'on est Français, on adopte le récit national »...

Si le retour à cette vieille conception nationale de l'histoire est scientifiquement incongru, il constitue surtout le fondement d'un nouvel ordre réactionnaire que l'ensemble du mouvement ouvrier doit combattre sans hésitation.

LE CONCEPT CHARNEL DE NATION

L'histoire entretient des relations aussi anciennes qu'étroites avec le concept de nation. De l'Afrique des griots à la Grèce d'Homère, il n'est en effet pas de nation en construction qui ne se soit cristallisée autour du souvenir épique des grands ancêtres. Les vieux récits oraux qui, à l'exemple des chansons de geste ou des sagas, transmettaient la mémoire des ancêtres fondateurs, ont progressivement fait place aux chroniques royales, puis aux historiographies modernes, sans qu'aucune solution de continuité ne puisse être identifiée dans la construction de la mémoire nationale. Rares sont donc aujourd'hui les nations qui ne disposent d'un « roman national », dont les postulats remontent souvent à des temps très anciens, puisque leur premier noyau est inséparable du processus d'ethnogenèse qui a permis la mise en place des premières constructions nationales. Historiquement, les nations se sont pensées comme des constructions charnelles. Le vocabulaire en témoigne dans la mesure où des termes comme *génos* ou *gens*, qui en grec et en latin constituent les équivalents les plus proches de ce que nous appellerions aujourd'hui la nation,

dérivent d'une racine indoeuropéenne qui renvoie à la naissance. Cette même étymologie caractérise tous les termes qui définissent la nation. Le français « nation » n'est ainsi que la transcription française du latin *natio*, qui signifie « naissance ». Les langues slaves utilisent pour désigner la nation le terme de *národ* ou l'un de ses dérivés qui lui aussi renvoie à la naissance, comme en témoigne encore aujourd'hui l'existence en tchèque du verbe *národit* (= naître). Hors du domaine indo-européen, il n'en va pas différemment, puisque le terme *umma*, qui constitue dans l'arabe coranique l'équivalent le plus proche de notre terme de nation, est par exemple forgé sur la racine *umm* (= mère). Comme en témoignent ces étymologies, la nation s'est donc originellement pensée comme un regroupement de gens issus d'une même naissance, autrement dit comme un groupe issu d'un ancêtre commun. Un peu comme le concept de « patrie », qui renvoie quant à lui étymologiquement à la terre des pères, la nation porte par ses origines un caractère charnel, ce qui explique qu'elle puisse si facilement se charger d'émotion. Il devient en effet beaucoup plus facile d'exiger d'un homme de mourir pour la défense nationale, s'il pense se sacrifier pour ce qu'il perçoit peu ou prou comme sa parenté de sang.

L'HISTOIRE COMME IDÉOLOGIE NATIONALE

Dans les faits, aucune nation ne constitue

toutefois une communauté charnelle. Les ethnogénéticiens ont ainsi démontré que, bien que l'isolement d'une nation peut, en favorisant l'endogamie, lui permettre d'acquérir avec le temps des caractères génétiques communs, aucune des nations existantes ne descend d'un groupe ethniquement homogène. Les historiens ont, quant à eux, montré que les nations ne sont pas issues de la longue expansion des vieux liens tribaux, mais d'un processus politique rapide au cours duquel un chef soumet des populations disparates. Ainsi, les proto-nations germaniques, comme les Wisigoths, les Burgondes ou les Francs, étaient originellement constituées par des groupes ethniquement hétérogènes, dont les contours pouvaient évoluer très rapidement en fonction des succès ou des défaites de leurs chefs. Les Francs ne constituaient par exemple qu'un ensemble de tribus diverses dont l'unité nationale ne reposa guère que sur le fait que Clovis les contraignit à se soumettre à son autorité. En d'autres termes, l'unité nationale n'est pas originellement fondée sur un lien de sang, mais sur le partage d'un même rapport de domination.

Entre le concept de nation et sa réalité concrète, il existe donc un profond hiatus que l'histoire a précisément pour fonction de combler. Comme l'avait montré l'historien Jenő Szűcs à partir du cas de la Hongrie, les proto-nations se sont très vite dotées d'une histoire, parce qu'elles avaient besoin de s'inventer, par un « ré-

cit national », une ascendance commune. Ainsi, les Hongrois n'ont originellement aucune unité ethnique, puisqu'ils trouvent leur origine dans le regroupement au 10^e siècle, sous l'autorité de la famille des Árpád, d'un patchwork de tribus, puisant à des groupes linguistiques très différents (finno-ougrien, turc, indo-européen, etc.). La montée en puissance de la royauté hongroise l'amena toutefois à affirmer son autorité en se posant comme garante de l'unité nationale, ce qui l'amena à faire écrire au 13^e siècle une première histoire officielle qui expliquait que les Hongrois descendaient des Huns. Les Hongrois constituaient dès lors une nation au sens premier du terme, puisqu'en se définissant comme des fils de Huns, ils pouvaient désormais se percevoir comme un vaste cousinage. La quasi-totalité des nations européennes s'est construite en se dotant d'une historiographie semblable. Au 7^e siècle et peut-être même dès la fin du 6^e siècle, les historiens de la monarchie mérovingienne expliquèrent ainsi que le peuple franc était issu de l'ancienne Troie, reprenant à leur compte l'origine mythique dont se prévalaient les Romains. Il en alla de même en Angleterre où la création au 10^e siècle d'une royauté unique aboutit au 12^e siècle à ce que les historiens affirment que les Britanniques étaient issus d'un certain Brutus qui, pour faire bonne mesure, était aussi censé descendre du roi Priam de Troie.

Le même processus se retrouve aussi en Bohême, où la création au 10^e siècle de la monarchie ducale des Přemyslides entraîna la naissance de la nation tchèque et l'écriture au début du 12^e siècle d'une première histoire nationale qui affirma que les habitants de la Bohême descendaient tous d'un certain Boemus. Partout s'écrivirent ainsi des histoires nationales dont la fonction était de permettre idéologiquement à la nation de se percevoir comme une communauté de sang.

L'HISTOIRE NATIONALE COMME IDÉOLOGIE SOCIALE

Pour les dominants, ces premières histoires nationales avaient le défaut de porter une dimension par trop égalitaire, puisque l'ensemble de la nation était censé avoir le même sang. Aussi les histoires nationales s'attachèrent-elles à introduire l'inégalité sociale dans l'histoire nationale, comme le fit la première histoire des Hongrois en expliquant que l'égalité originelle qui existait entre tous les Huns avait été abandonnée, après que les plus

lâches d'entre eux avaient été réduits en servage pour avoir refusé de combattre à l'heure d'un grand péril. Un tel mythe permettait de légitimer la domination de la noblesse, censée descendre des Huns les plus courageux, et la réduction en servage perpétuel de la paysannerie qui avait l'infortune de descendre des Huns les plus lâches.

La même logique put permettre de légitimer la domination masculine, comme cela est le cas dans la plus ancienne histoire nationale des Tchèques lorsqu'elle



explique que l'égalité originelle entre les sexes fut brisée par les premiers descendants de Boemus qui capturèrent et asservirent les femmes, fondant ainsi un nouvel ordre sexuel dans lequel elles se trouvaient placées sous la puissance de leurs maris.

Dans le cas français, la légitimation nationale de l'ordre social se traduit sous l'Ancien Régime par une importante reconsidération, qui amena les historiographes à refuser au Tiers-Etat une ascendance franque. Dans cette logique, les Francs n'auraient en effet été que les ancêtres des seuls nobles qui, en conquérant les Gaulles, auraient réduit en servitude les Gaulois qui devenaient ainsi les ancêtres des serfs et donc du Tiers-Etat. Cette conception, assez courante aux 17^e et 18^e siècles, permettait de transformer la lutte des classes en une lutte des races et de mieux garantir la domination nobiliaire en en faisant une partie intégrante de l'ordre national.

LA RÉVOLUTION ET L'HISTOIRE NATIONALE

On sait que la Révolution française apporta une nouvelle conception de la nation. Celle-ci se traduisit tout d'abord par la constitution, le 17 juin 1789, de l'Assemblée du Tiers-Etat en « Assemblée nationale », ce qui impliquait une conception désormais démocratique de la nation.

Elle s'exprima aussi par une conception contractuelle de l'unité nationale, qui se traduisit par la fête de la Fédération qui vit, le 14 juillet 1790, les députés de chaque province de France jurer au Champ-de-mars de « demeurer unis à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité ». Ces éléments servent encore aujourd'hui de point d'appui à la gauche républicaine pour affirmer qu'il y aurait en France une double conception de la nation. La première serait celle de l'ancienne France, historiquement portée par l'extrême droite, qui conçoit la nation comme une communauté charnelle. La seconde serait celle de la France révolutionnaire qui définirait la nation comme une communauté politique, fondée selon le philosophe et militant du PG, Henri Peña-Ruiz, sur le triptyque « Liberté, Égalité, Fraternité », seule source de ce nouveau contrat social.

Cette conception a une évidente part de vérité, dans la mesure où la gauche républicaine est effectivement porteuse d'une conception de la nation qui diffère profondément des perceptions ethniques ou religieuses qui sont à la source du nationalisme d'extrême droite. Pour autant, elle a aussi d'évidentes limites, dans la mesure où elle surestime la coupure entre l'Ancien Régime et la Révolution.

Sur la question de l'histoire nationale, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, la Révolution apporta de profondes transformations plus qu'une véritable rupture. En conservant la référence à la nation, en la concevant toujours dans le cadre de la vieille France et non dans celui d'une communauté politique de type nouveau, la Révolution n'a en réalité jamais vraiment tourné le dos à la vieille conception charnelle qui fondait l'histoire nationale. Particulièrement révélateur est le manifeste que l'abbé Sieyès publia sous le titre *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?*, à la veille de

l'ouverture des Etats généraux. Ce texte, qui posait les fondements idéologiques de la constitution du Tiers-Etat en nation, abordait la question de l'histoire nationale en expliquant :

« Pourquoi [le Tiers-Etat] ne renverrait-il pas dans les forêts de la Franconie toutes ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé à des droits de conquête ? La nation, alors épurée, pourra se consoler, je pense, d'être réduite à ne se plus croire composée que des descendants des Gaulois et des Romains. En vérité, si l'on tient à vouloir distinguer naissance et naissance, ne pourrait-on pas révéler à nos pauvres concitoyens que celle qu'on tire des Gaulois et des Romains vaut au moins autant que celle qui viendrait des Sicambres, des Welches et autres sauvages sortis des bois et des marais de l'ancienne Germanie ? »

Dans ce texte emblématique, Sieyès proposait donc une transformation radicale du sens social de l'histoire nationale, en suggérant d'en exclure les Francs et donc leurs descendants nobles, pour ne plus retenir que les Gaulois, autrement dit les ancêtres du Tiers-Etat. Une telle conception revenait à introduire une démocratisation de l'histoire nationale, dans la mesure où elle plaçait le cœur de la nation dans le Tiers-Etat, même si celui-ci tendait en réalité à se confondre, dans l'esprit des révolutionnaires, avec la seule bourgeoisie.

Quelle que soit l'importance de cette révolution sociale, elle s'inscrivait néanmoins pleinement dans la vieille conception charnelle de la nation, puisqu'elle ne proposait finalement que de changer d'ancêtres de référence, en substituant les Gaulois aux Francs. Cette transformation dans la continuité eut un grand avenir, puisqu'elle fut à la source de l'histoire républicaine du 19^e siècle, qui remplaça les Francs par les Gaulois, afin de déplacer le cœur de la nation de la noblesse à la bourgeoisie, sans pour autant rompre avec l'idée que la nation française se définissait par ses ancêtres communs.

HISTOIRE ET NATIONALISME

La démocratisation de la nation, qui trouvait son expression symbolique dans le choix des ancêtres gaulois, portait aussi en elle une dimension très agressive. La Révolution française en donna un pre-

mier exemple, puisqu'en se pensant comme « la Grande Nation », elle donna naissance à un premier impérialisme français, porté par une armée de masse, qui trouva son aboutissement dans l'Empire napoléonien. En diffusant toutefois sa nouvelle idée de la nation, la Révolution devint son propre fossoyeur, dans la mesure où elle donna partout naissance à de nouveaux nationalismes qui se retournèrent contre l'impérialisme français. Ces nouveaux nationalismes s'emparèrent dès lors des vieilles histoires nationales pour les diffuser à une échelle jusque-là inconnue.

Si l'histoire n'avait jusque-là pas constitué une matière académique, puisqu'elle n'était guère pratiquée que par quelques historiographes royaux ou érudits ecclésiastiques, les besoins historiques des nouveaux nationalismes modifièrent radicalement son statut. Au cours du 19^e siècle, l'histoire devint une matière universitaire, tandis que les Etats mirent partout en place des institutions pour le développement de leur histoire nationale, à l'exemple de la « Société de l'histoire de France » fondée en 1833 par Guizot, ou encore de la « Gesellschaft für Deutschlands ältere Geschichtskunde » créée en 1819 par le ministre d'Etat prussien Heinrich von Stein.

Conçues dans une perspective étroitement nationale, ces histoires officielles se diffusèrent à une échelle de masse, en se voyant attribuer une place de choix dans l'enseignement primaire et secondaire qui se développa au cours du 19^e siècle. Alors que sous l'Ancien Régime français, les vieux mythes francs de l'histoire monarchique n'étaient guère diffusés qu'au sein des élites, la nouvelle histoire nationale prit une tout autre dimension, puisque nul ne pouvait plus ignorer dans la France de la fin du 19^e siècle le récit officiel qui, de Vercingétorix à Napoléon, construisait le fondement de l'unité nationale.

L'histoire nationale acquit aussi une nouvelle importance politique, dont témoigne le fait que les dirigeants du 19^e siècle se firent souvent les historiens de leur nation, à l'exemple de François Guizot, qui fut l'un des plus célèbres historiens de la France avant de devenir le plus important des présidents du Conseil de Louis-Philippe.

L'histoire occupa une place encore plus importante au sein des nations qui avaient perdu leurs Etats, comme ce fut le cas en Bohême, où l'historien František Palacký reprit les vieux manuscrits du 12^e

siècle pour écrire une *Histoire du peuple tchèque en Bohême et Moravie* qui reprenait et rénovait la vieille histoire nationale du Moyen-âge, en cultivant la nostalgie de l'ancienne indépendance du royaume de Bohême. L'ouvrage eut un succès de masse, qui permit à Palacký d'acquérir une audience considérable : président du congrès panslave réuni à Prague en 1848 pendant le printemps des peuples, il devint le père du nationalisme tchèque et le leader du parti vieux-tchèque et de sa fraction parlementaire à Vienne.

Loin d'avoir rompu avec la conception charnelle de la nation, l'idéologie nationale issue de la Révolution française développa à une échelle de masse de nouvelles revendications historiques, chaque nation mettant en place, au nom de ses droits historiques, des revendications territoriales et institutionnelles concurrentielles. Cette logique devait aboutir à la grande boucherie de la Première Guerre mondiale, qui fut en grande partie préparée par l'histoire nationale, comme ce fut le cas en France où les écoles de la III^e République avaient soigneusement préparé la population à combattre l'Allemagne, en leur offrant le modèle de leurs ancêtres Gaulois affrontant les Teutons.

Ce dramatique bilan de l'histoire nationale amena à de nouvelles interrogations sur sa pertinence, comme en témoigne le philosophe Paul Valéry qui, bien que peu porté sur la critique sociale, doutait ouvertement des vertus de l'histoire de France en écrivant : « L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines. »

LE RETOUR AU RÉCIT NATIONAL

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats s'attachèrent à rompre avec le cycle infernal des guerres nationales en mettant au rencart les vieux récits nationaux. Un peu partout, les histoires nationales furent abandonnées dans le troisième quart du 20^e siècle pour être remplacées par des programmes plus universels et plus en adéquation avec l'évolution de la recherche scientifique.

En faisant souffler un nouveau vent réactionnaire, la contre-révolution libérale réussit dans le dernier quart du 20^e à inverser cette tendance. En France, où l'histoire nationale avait été abandonnée dans les années 1970, le ministre socialiste de l'éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement, fit réviser en 1985 les programmes d'histoire de l'école primaire pour imposer un retour à la vieille histoire de France. Les objectifs fixés par Chevènement pour l'enseignement de l'histoire avaient un caractère réactionnaire manifeste,

puisque'ils se donnaient pour but de permettre « l'apparition chez l'élève de la conscience nationale » et le développement de sa fierté d'appartenir à un pays qui aurait été au 19^e siècle une « grande puissance colonisatrice et mondiale », avant de devenir au 20^e siècle une « grande puissance technologique et culturelle ».

Dans les années 2000, la droite sarkozyste s'attacha à récupérer la thématique, en proposant de substituer le terme de « roman national » à la notion chevènementiste de « récit national », sans toutefois que cette modification de la terminologie ne changeât quoi que ce soit sur le fond. La droite n'avait en réalité rien à redire aux conceptions de Chevènement, qui justifiait de son action en écrivant en 2014 :

« Le gouvernement qui, en République, est responsable des programmes, peut demander que le "récit national" ne valorise pas systématiquement des ombres de notre Histoire [...], les traites négrières, les lois anti-

sémites de Vichy, mais nous parle de ses lumières et nous rappelle qu'en particulier la Révolution française, la première en Europe, a fait des juifs des citoyens français comme les autres, et qu'elle a aboli une première fois l'esclavage en 1794. On aimerait que les programmes d'Histoire communiquent aux jeunes Français une raisonnable fierté de la France : un pays qui s'est construit sur un millénaire et qui ayant affirmé par la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (1789) la souveraineté de la Nation a, trois ans après, proclamé la première République (1792). J'ajoute que pour que naissent la Révolution et la République française, il a bien fallu que la France ait existé auparavant, que Philippe Auguste ait repoussé l'Empereur germanique à Bouvines (1214), que Saint-Louis ait fait tenir ensemble la France d'oïl et la France d'oc, que Jeanne d'Arc ait bouté l'Anglais hors de France, qu'Henri IV, par l'Edit de Tolérance, ait mis fin aux guerres de religions. Certes les choses auraient pu être tout autres, mais c'est comme cela qu'elles se sont passées. Et le pays qui a fait la Révolution française, matrice du monde contemporain, n'est peut-être pas tout à fait un pays comme les autres. »

Ce texte montre à quel point le « récit national » n'est rien d'autre que la vieille d'histoire des dominants. Chevènement n'y considère l'antisémitisme que sous l'angle des notables républicains octroyant aux juifs l'égalité des droits, tandis qu'il se refuse à percevoir l'esclavage du point de vue des Africains, pour ne le penser que par le seul biais de la bourgeoisie française qui avait généreusement assuré son abolition. Bien évidemment, on notera aussi que le renvoi à la nation républicaine ne constitue pour Chevènement que le relais d'une référence plus générale à l'histoire de la monarchie française, qui ne constitue rien d'autre qu'une exaltation de la construction de l'Etat par et pour la classe dominante. Ajoutons enfin que cette histoire des dominants est aussi une histoire sans femmes, si ce n'est par le seul biais de Jeanne d'Arc qui, grâce à son statut de Vierge, se voit accorder par Chevènement le douteux privilège d'entrer dans le panthéon des « grands hommes » qui ont fait la France.

POUR UNE HISTOIRE MATÉRIALISTE

Pour un matérialiste, ce retour au « récit national » est d'abord et avant tout un retour à l'idéalisme. Une histoire nationale peut certes s'ancrer dans des faits sociaux, lorsqu'elle analyse la naissance d'une conscience nationale à travers le

combat d'un groupe pour ses droits : on peut par exemple écrire une histoire concrète de la formation de la nation palestinienne, en étudiant sa formation au travers des luttes contre la colonisation anglaise et sioniste. On peut aussi écrire une histoire concrète de la construction de l'Etat français, en analysant le processus de constitution de la royauté qui permit à un lignage d'asseoir sa supériorité sur les pouvoirs concurrents, avant de construire les instruments lui permettant d'assurer sa domination sur les populations environnantes.

On peut enfin écrire une histoire de la construction idéologique de la nation française, en montrant comment les pouvoirs ont instrumentalisé le passé, en élaborant une mémoire sociale susceptible de légitimer leur domination. En revanche, on ne peut dresser un « récit national » de la France, dans la mesure où l'objet même de « France » ne constitue en dernière instance qu'une idée abstraite, sans réalité concrète.

Notre histoire n'est pas donc celle de cette nation abstraite dont la droite sarkozyste ou la gauche républicaine dressent un portrait mythifié, qui n'est en réalité autre que l'idéologie que les dominants ont construit pour imposer leur pouvoir. Elle est une histoire matérialiste, fondée sur la connaissance scientifique du passé historique, capable d'appréhender les sociétés passées dans leur réalité concrète, autrement dit comme des formations sociales fondées sur l'exploitation et la domination.

Elle est une histoire de chair et de sang, qui est celle d'un ordre profondément inégalitaire, dans lequel les palais et œuvres d'art des dominants ont été payés par la sueur des exploités. Elle se situe aussi à la seule échelle qui compte, autrement dit celle d'un monde dans lequel la croissance des uns s'est alimentée du pillage et de la réduction en esclavage des autres. Elle est enfin celle d'un ordre patriarcal, où les dominants ont fondé leur reproduction sur la domination masculine et l'homophobie. □

1 Voir <http://www.parisschoolofeconomics.eu/fr/actualites/marie-anne-valfort-oui-les-musulmans-sont-discrimines-en-france-oui-des-solutions-existent/>

2 Voir Jean Baubérot, *La Laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte, 2014.

3 « *Nacht und Nebel* » : Nuit et Brouillard, intitulé d'une directive d'Hitler de 1941.

4 Voir Pierre Tevanian, *Le voile médiatique*, Paris, Raisons d'agir, 2005.

5 « Si l'islam n'aide pas la République à combattre ceux qui remettent en cause les libertés publiques, il sera de plus en plus dur pour la République de garantir ce libre exercice du culte », *Journal du dimanche*, 30 juillet 2016.

6 Voir : Stathis Kouvelakis, « France : une crise d'hégémonie prolongée », <http://www.p.reavis.org/breche-numerique/article2224.html>

